

fidèle au mouvement international. Il savait que, dans la plupart des industries, seules les unions internationales avaient le personnel, l'expérience et l'argent nécessaires pour s'occuper de la tâche qui s'imposait.

Dans l'entre-temps, le mouvement ouvrier canadien tout entier avait été "déchiré par des schismes et épuisé par des hérésies". Le nationalisme, l'organisation par industrie au lieu de l'organisation par métier, les idées révolutionnaires et un mélange de nationalisme et de confessionnalisme jouèrent tous leur rôle. Les syndicats expulsés par le Congrès des Métiers et du Travail en 1902 ne tardèrent pas à former le *National Trades and Labour Congress*, qui devint en 1908 la *Canadian Federation of Labour*, laquelle engloba en 1910 la *Provincial Workmen's Association* de la Nouvelle-Écosse. En 1919, immédiatement après la grève générale à Winnipeg et en partie comme résultat de cette grève, un bon nombre de syndiqués de l'Ouest, attirés par le syndicalisme industriel révolutionnaire, se séparèrent du Congrès des Métiers et du Travail et formèrent la *One Big Union*. De 1901 à 1921, de petits syndicats catholiques (dont certains étaient d'anciennes assemblées des Chevaliers du travail) s'établirent sur le plan local dans le Québec avec l'encouragement des autorités religieuses; ils formèrent en 1921 la Confédération des travailleurs catholiques du Canada. Cette organisation, d'abord taxée de groupement à peine voilé de "syndicats de compagnies" par les syndicats orthodoxes auxquels elle n'inspirait pas confiance, a depuis dix ans abandonné le confessionnalisme et le nationalisme étroits de ses années de début pour devenir l'une des organisations ouvrières les plus militantes au pays. En 1927, la *Canadian Federation of Labour* et autres syndicats nationaux (notamment le *Canadian Brotherhood of Railway Employees*, qui avait été fondé en 1908, s'était joint au Congrès des Métiers et du Travail en 1917 pour en être expulsé en 1921) formèrent le *All-Canadian Congress of Labour* (Congrès pancanadien du travail) dédié au syndicalisme industriel et national. En 1935, les syndicats exclusivement canadiens d'un type ou d'un autre, sans oublier la *Communist Workers' Unity League*, comptaient près de la moitié de l'affiliation syndicale au Canada. Quelques années plus tard, cependant, le syndicalisme international avait réaffirmé sa prédominance, et depuis longtemps déjà environ 70 p. 100 de tous les syndiqués canadiens sont membres de syndicats internationaux.

La question épineuse des années 1930 aux États-Unis touchant les mérites relatifs de l'organisation par industrie ou par métier eut de bien faibles échos au Canada. Le Congrès des Métiers et du Travail avait accepté les deux types et montrait très peu d'empressement à expulser les divisions canadiennes du *CIO*. Sommé par l'*American Federation of Labor* d'expulser les syndicats affiliés au *CIO* ou de perdre ceux de l'*AFL* (dont les membres canadiens étaient alors beaucoup plus nombreux), il n'eut réellement pas le choix et en 1939 les syndicats du *CIO* furent abandonnés. Ceux-ci formèrent immédiatement un comité canadien du *CIO*, qui devint la quatrième centrale canadienne.

Pendant que se produisaient tous ces changements, les quatre métiers des services roulants des chemins de fer (les conducteurs, mécaniciens, chauffeurs et agents de train) demeurèrent non affiliés à un organisme central, bien que chacun d'eux eût à l'occasion envoyé des délégués aux réunions du Congrès des Métiers et du Travail et qu'en 1896 leur Conseil conjoint d'action législative eût envoyé deux délégués, dont l'un fut élu membre du bureau du Congrès. Les "quatre grands" cependant, collaborèrent entre eux et avec deux syndicats ferroviaires du Congrès pour former le Comité national conjoint d'action législative.

Le premier pas vers l'unité se fit tard en 1939 (paradoxalement il créa la première opposition efficace au Congrès des Métiers et du Travail). Le Congrès pancanadien et le Comité canadien du *CIO* convinrent de fusionner et de former le *Canadian Congress of Labour* (Congrès canadien du Travail), qui fut établi en 1940 avec l'autonomie complète non seulement pour lui-même mais pour les divisions canadiennes des syndicats du *CIO*. Contre toute attente, le nouveau Congrès non seulement survécut, mais il grandit et s'accrut; il organisa des industries de production en grande série et fut un novateur en recherches ouvrières, en éducation des travailleurs et en relations publiques. Durant les 15 années